

La démocratie en santé victime du virus ?

Nos constats : des instances de démocratie en santé au ralenti et des associations d'usagers peu impliquées dans la gestion de crise.

Depuis le début de la crise sanitaire, nous constatons un affaissement des structures permettant l'expression des droits collectifs : les lieux de démocratie en santé ne fonctionnent pas comme ils devraient, notamment dans les instances régionales et territoriales (CRSA, CTS, CDCA). Certaines sont d'ailleurs à l'arrêt total, d'autres fonctionnent de manière informelle ou au ralenti, et enfin certaines, mieux équipées, ont pu se mobiliser pour travailler sur des thématiques spécifiques à distanceⁱ. Il en est de même dans bon nombre de structures hospitalières publiques ou privées où les portes ont également été fermées pour les représentants des usagers et où le lien, même à distance semble rare.

En dehors de ces instances, les associations d'usagers sont peu impliquées dans les décisions de crises à l'échelle régionale et territoriale. Nous pensons en premier lieu aux recommandations de prise en charge par pathologies/filières, où la concertation se réduit souvent à l'unique consultation des fédérations d'établissements ou des sociétés savantes.

Gérer la crise POUR nous MAIS pas SANS nous !

Les instances de démocratie en santé et les associations d'usagers ne sont pas des « experts » des situations de crise. **Il est néanmoins primordial de les associer** : elles apportent un éclairage essentiel sur les décisions envisagées et retenues, sur l'information à partager, sur la vie quotidienne des personnes malades, en situation de handicap, âgée, des usagers en général, dans ce contexte de crise sanitaire....

L'état de sidération que chacun (autorités, professionnels, associations) a pu ressentir au moment de l'explosion de l'épidémie doit désormais être dépassé. C'est pourquoi, nous demandons notre implication immédiate dans la politique de gestion de crise à l'échelon régional et territorial afin de permettre l'expression d'une parole collective, celle des populations qui subissent les effets de l'épidémie et ses conséquences psychologiques et sociales.

Nous appelons également à être associés à la **préparation du « déconfinement »**. Dans ce cadre, nous souhaitons **disposer d'une transparence totale de l'information** sur la gestion de crise régionale et territoriale - notamment la volumétrie de matériels de protection et de dépistage disponibles - et demandons que **la population bénéficie de messages clairs et unifiés**. Nous associatifs, sommes déjà au travail pour délivrer **des messages à destination des publics fragiles et isolés**, qui sont souvent les grands oubliés, hélas, des communications institutionnelles. **Pour que ces messages soient entendus et acceptés, les mesures prises doivent être comprises.**

Notre implantation associative via nos délégations régionales et les associations qui les composent est une force. Autorités sanitaires : associez-nous !

Gérard Raymond
Président de France Assos Santé

Vincent Cluzaud
Président de France Assos Santé Ile-de-France

Contacts presse : Jean-Luc Plavis : jlplavis@france-assos-sante.org
Julie Giraud : jgiraud@france-assos-sante.org

ⁱ Ainsi par exemple les CRSA de Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Bretagne ont travaillé sur un avis commun adopté le 9 avril 2020 & intitulé « L'heure n'est pas au déconfinement mais elle l'est à sa préparation dans un cadre qui associe éclairage scientifique et débat démocratique ».